Point d'?

EIRENE Suisse

Septembre 2016 N° 71

Et pourtant... Comment construire la paix?

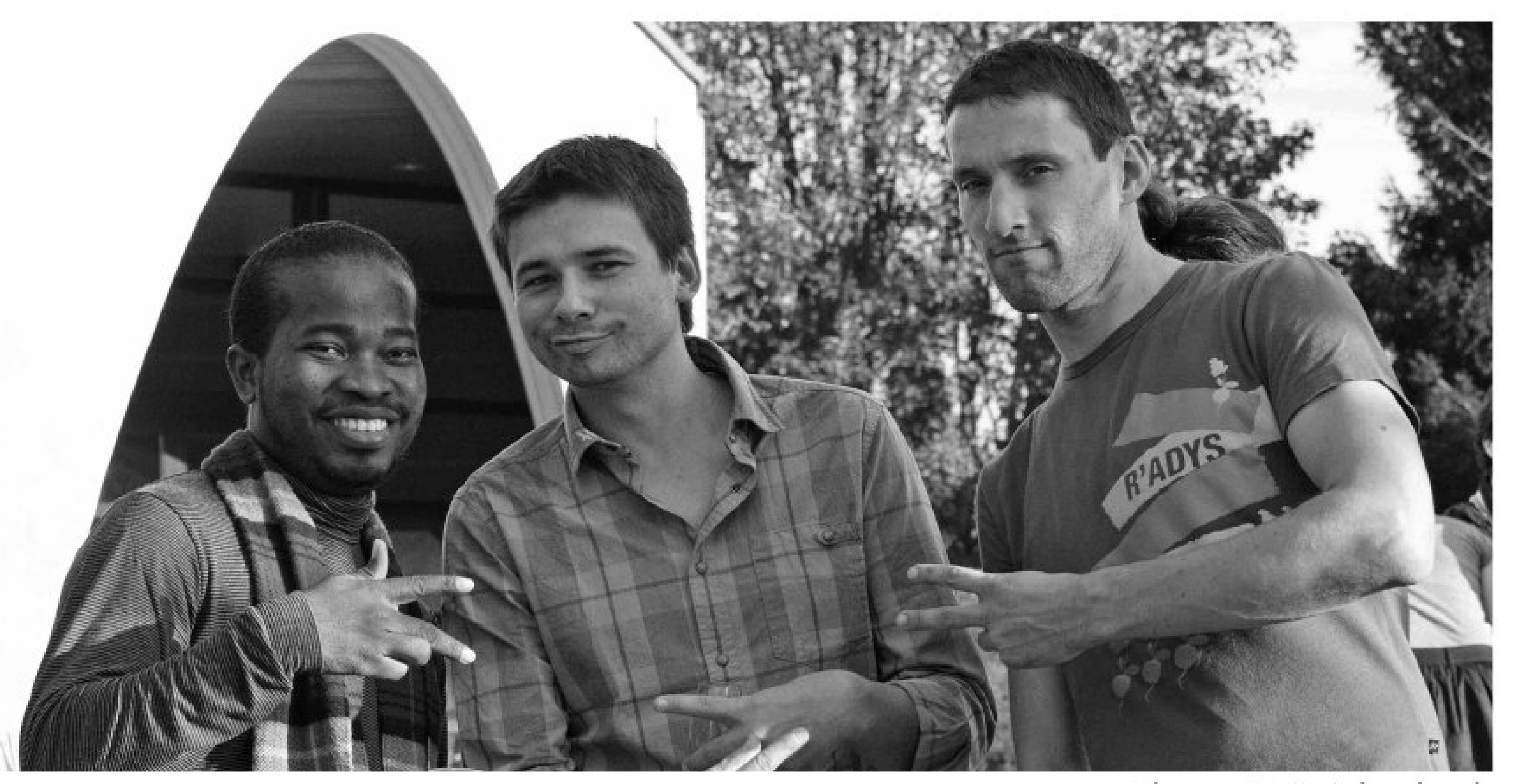


Photo: C. Reichenbach

Editorial

«On nous a dit qu'il fallait aimer son prochain, on ne nous a pas dit comment.» Cette réflexion d'un citoyen congolais rencontré lors d'une visite en Afrique des Grands Lacs en dit long et reflète certainement un état commun à chaque pays du monde. Le vivre ensemble: un défi tant local que global. L'humanité souffre-t-elle d'une carence d'empathie?

Dans l'Afrique des Grands Lacs, tout comme en Europe, le mépris de celui qu'on ne connaît pas, ou que l'on ne veut connaître, prend encore une place trop grande. En découlent alors toutes sortes de discriminations, ainsi qu'un manque de considération pour l'Autre. Partout le même mécanisme: des clichés simplificateurs permettent de catégoriser en groupe et de généraliser ainsi le jugement à l'ensemble du groupe, menant alors à l'exclusion. A cela s'ajoute ce qu'on ne veut simplement pas voir. Ignorer les sentiments de l'Autre peut s'avérer tout simplement plus confortable. On préfère se regarder en chien de faïence. Le racisme, en Europe comme ailleurs, semble un fléau indomptable. Face au terrorisme, on parle plus facilement de guerre que de paix. Et pourtant… Comment construire la paix? Dans les médias, on entend peu ceux qui, à l'image d'un Mandela ou d'un Gandhi, ont poussé des peuples entiers à la réflexion, à façonner une intelligence collective au service du vivre ensemble.

En Afrique des Grands Lacs, Eirene Suisse peut compter sur un réseau de leaders de la paix, qui, par la recherche et l'innovation, tentent de conduire leurs concitoyens vers le surpassement des divisions dues à des traumatismes d'une ampleur inimaginable. La gravité de la situation nécessite une mise en commun des ressources et des savoirs. Face à la profondeur de la bêtise humaine, le partage d'expériences positives se présente comme une opportunité. Qu'on le veuille ou non, la promotion de la paix nous concerne tous, car personne n'est à l'abri de la violence. Savoir communiquer et considérer les perspectives de l'Autre n'est pas inné. Prendre la mesure des grands défis qui s'ouvrent à nous et les affronter ne pourra se faire qu'ensemble.

Eirene Suisse favorise les échanges Sud-Sud. Il s'agit d'organiser le partage de savoirs entre membres d'organisations de la société civile au Sud. Les échanges Sud-Nord, un autre type d'activité, consiste en l'accueil, en Suisse, de professionnels du Sud pour un échange commun. Dans notre société, soit-disant sûre d'elle-même, de nombreux fléaux font rage: racisme, jeunes en perte de repères, suicides… Les idées venues d'ailleurs pour y faire face peuvent enrichir nos pratiques. En Suisse, ces formes de coopération n'ont malheureusement pas la priorité. Cela n'empêche pas Eirene Suisse de croire en leur pertinence. Elles doivent être renforcées et nous avons besoin de votre confiance afin de développer ces innovations. Nous vous remercions de nous soutenir dans cette direction.

Adrien Genoud

Sommaire

Le climat… Parfait coupable?

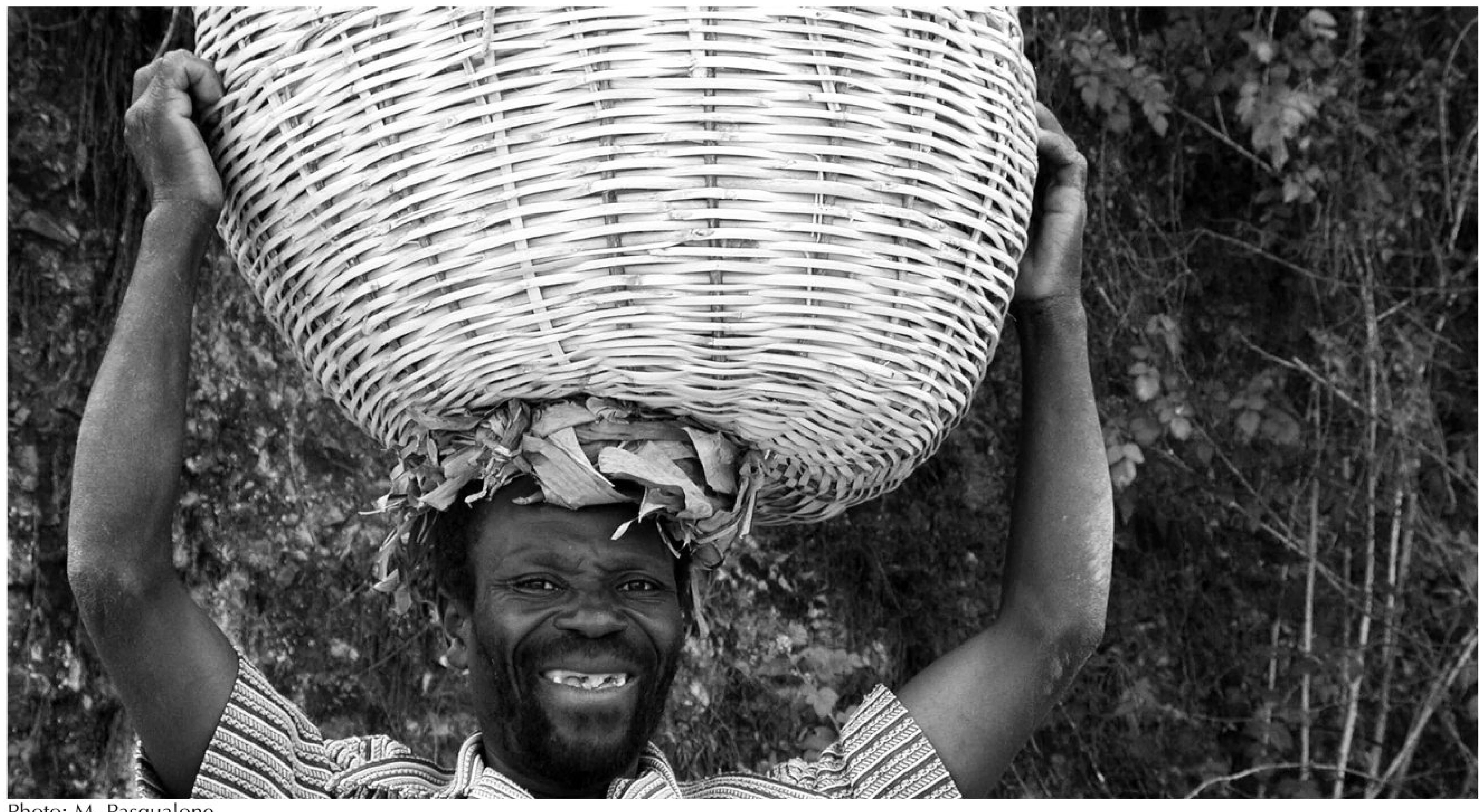


Photo: M. Pasqualone

Depuis le Cap-Haïtien, Christian Ruch, alors en poste auprès de l'IRATAM - une organisation haïtienne de développement durable qui appuie les coopératives paysannes du Nord-Est, - nous livrait, il y a quelques semaines, sa réflexion sur ce thème brulant d'actualité: le climat... parfait coupable?

Dans le contexte haïtien, on a facilement tendance à lui (le climat) imputer la responsabilité de tous les maux... Appauvrissement économique et environnemental, déforestation, pertes en biodiversité et mauvaises récoltes… Mais c'est un raccourci un peu simpliste, qui ne permet ni d'identifier les causes réelles, ni de mettre en œuvre des solutions. A l'échelle réduite des régions, car bien entendu, comme partout ailleurs, l'île bénéficie de micro-climats différents selon que l'on se trouve au Nord-Est, pays montagneux, dans les plaines du centre, en Artibonite, ou encore dans le Sud-Ouest, bras de terre entre deux grandes surfaces de mer. El Niño, le réchauffement de la température et la raréfaction des pluies sont certes des facteurs qui contribuent au changement climatique, mais par trop généraliste, ce raisonnement empêche malheureusement une analyse systémique approfondie. Celle-ci permetrait de mettre à jour les liens de causalité entre les éléments, et favoriserait une planification d'actions concrètes et multiples qui auraient, en étant conjuguées, des effets bénéfiques mais qui, dès lors que l'on reste figé dans une approche binaire, ne peuvent pas être mises en œuvre.

(…) Pourquoi se cantonner à des diagnostics aussi simplistes? Pour des raisons économiques sans doute, notamment le coût des recherches et des analyses; mais aussi par manque de prise de conscience des conséquences sur le long terme et des investissements que cela impliquerait au niveau institutionnel et gouvernemental, voire de la redevabilité ou de la responsabilité partagée par certains dirigeants.

Retour dans le temps

Pour la petite histoire, la République démocratique d'Haïti formait autrefois la partie Ouest de l'île d'Hispaniola, terre qui fut découverte en 1492 par Christophe Colomb, puis rapidement colonisée par les Espagnols chargés de renflouer la cour d'Espagne endettée par les nombreuses guerres menées en Europe. Après le génocide massif d'environ 1 million d'indiens Tainos (Caraïbes) qui la peuplaient, l'île devint très vite le théâtre d'enjeux économiques et stratégiques pour d'autres nations comme la France. Celle-ci s'empara de la partie Ouest de l'île, couverte alors à 75% de forêts, pour y fonder une nouvelle colonie. Faute de main d'œuvre locale pour cultiver les nouvelles terres défrichées, c'est la traite d'humains, apportés d'Afrique, qui constitua la principale force de travail de l'île. C'est ainsi qu'à la faveur de l'esclavagisme l'île se repeupla d'une mosaïque d'ethnies du continent noir, à l'origine de sa population actuelle.

Quel rapport avec le changement climatique me direz-vous?

Et bien, lors de la déclaration d'indépendance d'Haïti en 1804, après avoir exilé et emprisonné en France Toussaint Louverture, l'un des acteurs de la révolte et considéré comme un génie politique haïtien, la France exigea de cette démocratie naissante une compensation pour les ressources naturelles auxquelles elle allait devoir renoncer. Il faut savoir qu'Haïti, appelée alors «la perle des îles», constituait à l'époque la colonie la

plus riche de la France (épices, bois précieux, canne à sucre, café, cacao, investissements immobiliers et constructions, autres).
C'est par un décret datant de 1825 que Charles X fixa l'indemnisation aux colons français à 150 millions de francs. Le paiement de cette dette colossale, et pratiquement impossible à rembourser pour le jeune état en construction, constitua dès sa naissance un frein considérable à son développement. Elle obligea le jeune gouvernement, privé de son leader politique alors emprisonné en France, à s'endetter en sacrifiant pour longtemps les ressources du pays - les revenus du café, du cacao, du coton, et du sucre -, et appauvrissant son peuple pour des générations à venir ainsi que son écosystème.
Au même moment, sous nos latitudes, naissait la jeune République démocratique française… Liberté-Egalite-Fraternité, qu'ils chantaient tous! (...)

Mais quelles conséquences sur le climat?
En ayant obligé les Haïtiens à déforester une grande partie de leurs terres pour exporter à vil prix les bois précieux (certaines essences de bois ont aujourd'hui complètement disparu de l'île), la France porte donc une responsabilité prépondérante quant au manque de résilience de l'écosystème, ainsi que dans le changement climatique de l'île: les arbres empêchent non seulement l'érosion, mais ils ont une incidence importante sur les ressources hydriques; on peut même dire qu'ils contribuent à faire la pluie (!) tout en capturant du CO^2 et en minéralisant les sols; sans parler de leur contribution magistrale à la biodiversité, en offrant de surcroit la couverture nécessaire aux cultures si prisées du café et du cacao qui poussent essentiellement à l'ombre des grands arbres.

Parlons un peu des conséquences de l'appauvrissement des récoltes
Un paysan haïtien qui doit subvenir aux besoins de sa famille, doit faire face à nombre de contraintes économiques, pour la nourrir, envoyer ses nombreux enfants à l'école (l'écolage coûte par enfant entre 20 et 100 US$ par année), alors que son revenu est de 300 US$. Lorsque la terre produit peu, il recourt alors à la coupe des arbres pour la fabrication de charbon de bois, sacrifiant par conséquent ses cultures de café et de cacao, perturbant encore plus un écosystème déjà dysfonctionnel, et ajoutant par là-même à la pollution de l'air; tout le monde connait les méfaits du $C0^2$ sur l'atmosphère que nous respirons, ainsi que sur l'effet de serre, principal acteur du réchauffement climatique et de l'acidification des eaux.

(…) Les femmes des paysans devenues commerçantes par nécessité ont pour habitude de tout emballer en de très petits conditionnements en plastique, afin de permettre à leurs concitoyens de se payer la petite dose journalière de riz, farine, sucre, savon, etc. Résultat? Une montagne de fatras (déchets en créole), dont, par manque de moyens, aucune administration locale ne sait que faire, et qui finit par polluer les cours d'eau, la mangrove, les sols et leur microbiologie, les animaux qui y pâturent, accentuant le cycle infernal…

On le voit bien, le climat n'est de loin pas le seul coupable, et à force de le désigner comme unique responsable, on se prive de bien des actions créatives et salutaires qui pourraient favoriser, en Haïti, la résilience dont le pays a besoin; de multiples petites solutions locales et lentes, auxquelles le peuple aurait enfin droit, après tant d'années d'injustice. Mais pour cela, il lui faudrait aujourd'hui un gouvernement véritablement démocratique et libre de défendre les intérêts de ses citoyens, et non pas tel qu'il est, inféodé au «Capitalisme».

C. Ruch






Photos: M. Pasqualone

La sécurité alimentaire n'est plus assurée

Haïti 2016: 3.6 millions d'Haïtiens sont en état d'insécurité alimentaire, 1.5 millions en état dit sévère. Soit près de 50% de la population totale du pays, d'après les estimations du Ministère de l'agriculture haïtien[1] (MARNDR). Comment en est-on arrivé là? Quels sont les responsables de la catastrophe alimentaire qui se profile? Quelles sont les conséquences pour la population haïtienne? Sophie, engagée depuis quelques mois dans un projet de promotion de la sécurité alimentaire auprès de petits paysans du centre du pays, nous dresse un portrait de la situation.

A Port-au-Prince, la capitale du pays, plusieurs débats sur la question drainent responsables d'ONG, étudiants en agronomie, acteurs haïtiens de la société civile. Pour M. Arnoux Séverin, l'actuel directeur général du Ministère de l'agriculture, les raisons sont multiples:

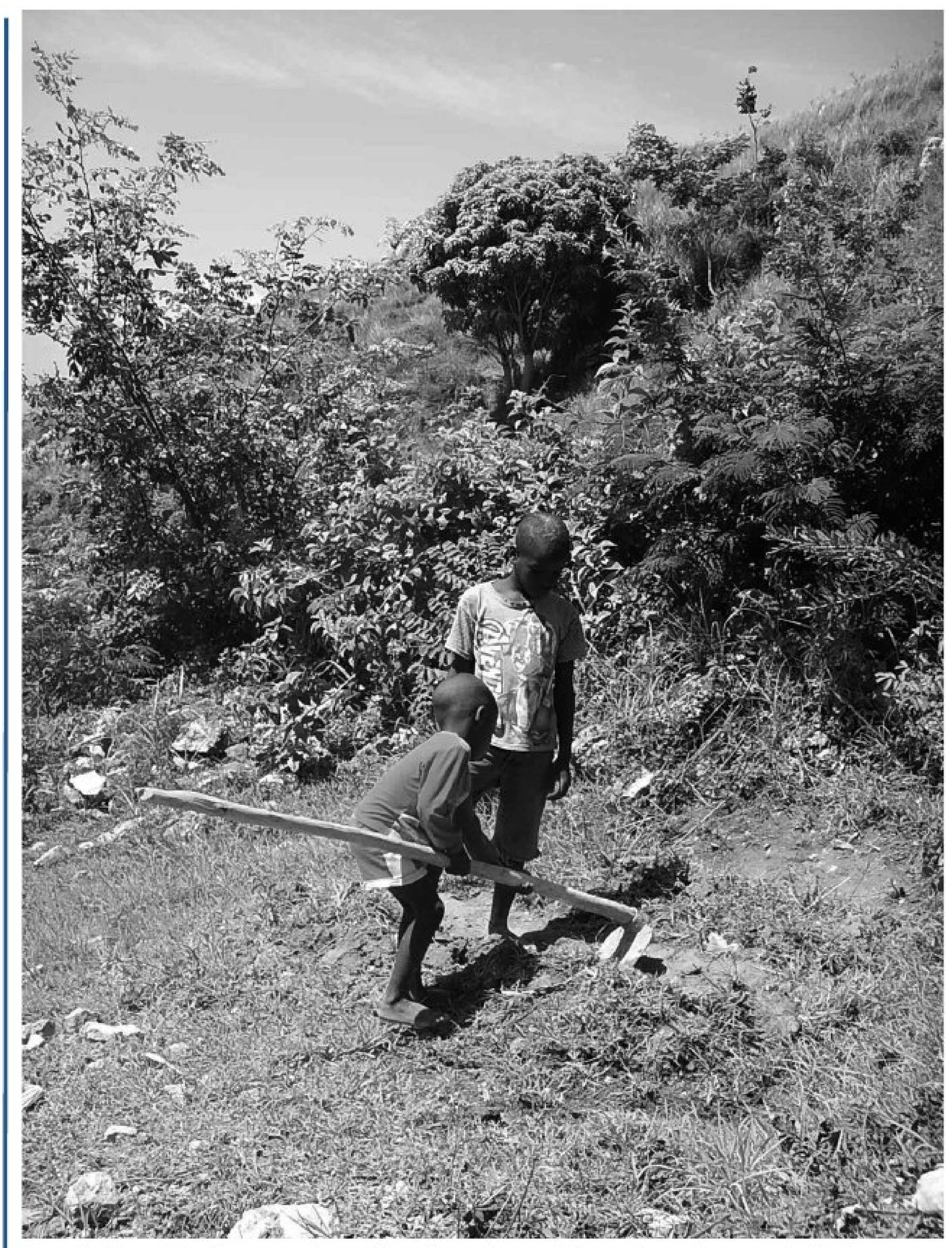
- le bouleversement des calendriers de culture en raison des changements climatiques;
- la faiblesse de la gourde face au dollar américain qui fait flamber les prix sur les marchés haïtiens;
- la carence d'investissements publics dans le secteur agricole et le manque de crédit agricole;
- la destruction du cadre de vie des paysans et des ressources naturelles du pays;
- la détérioration de la qualité nutritionnelle des aliments.

De l'autosuffisance à la dépendance

Trois ans de sécheresse sur le pays, la perte en 2015 de près de 80% des récoltes: la situation s'est aggravée ces deux dernières années, souligne Chavanne Jean-Baptiste, fondateur du Mouvement des Paysans de Papaye (MPP). L'arrivée sur le marché haïtien, depuis plusieurs dizaines d'années, de produits agricoles étrangers subventionnés (comme le blé, le riz et malheureusement bientôt l'arachide) provoque un dumping des prix et fragilise l'existence des exploitations familiales. La politique de néo-libéralisme menée par le gouvernement Martelly ces 5 dernières années («Haïti's open for business») a encore augmenté la dépendance alimentaire du pays. L'urgence alimentaire ne date pas de 2015: la perte de la souveraineté alimentaire remonte à la fin du siècle dernier. M. Jean Baptiste ajoute encore ce chiffre aberrant: Haïti importe aujourd'hui plus de 50% des aliments consommés, alors que dans les années 70, le pays était quasiment autosuffisant.

Quelles qu'en soient les causes, les conséquences sont visibles dans les mornes et le monde rural haïtien en général, appelé «le pays en dehors». Dans la commune de Boucan Carré (Département du Centre), les familles paysannes vivent, ou plutôt survivent. Le terme de sécurité alimentaire résonne dans leurs oreilles comme un concept des blancs, mais pour les femmes, c'est un combat quotidien contre la vie chère et la diminution des denrées disponibles sur les marchés (importées ou non). En effet, sur le territoire de la Commune, les quatre principes définissant la sécurité alimentaire ne sont pas atteints:

- La disponibilité des aliments locaux n'est pas continue et dépend de la saison.
- L'accès aux aliments n'est donc pas garanti pour les familles les plus pauvres.



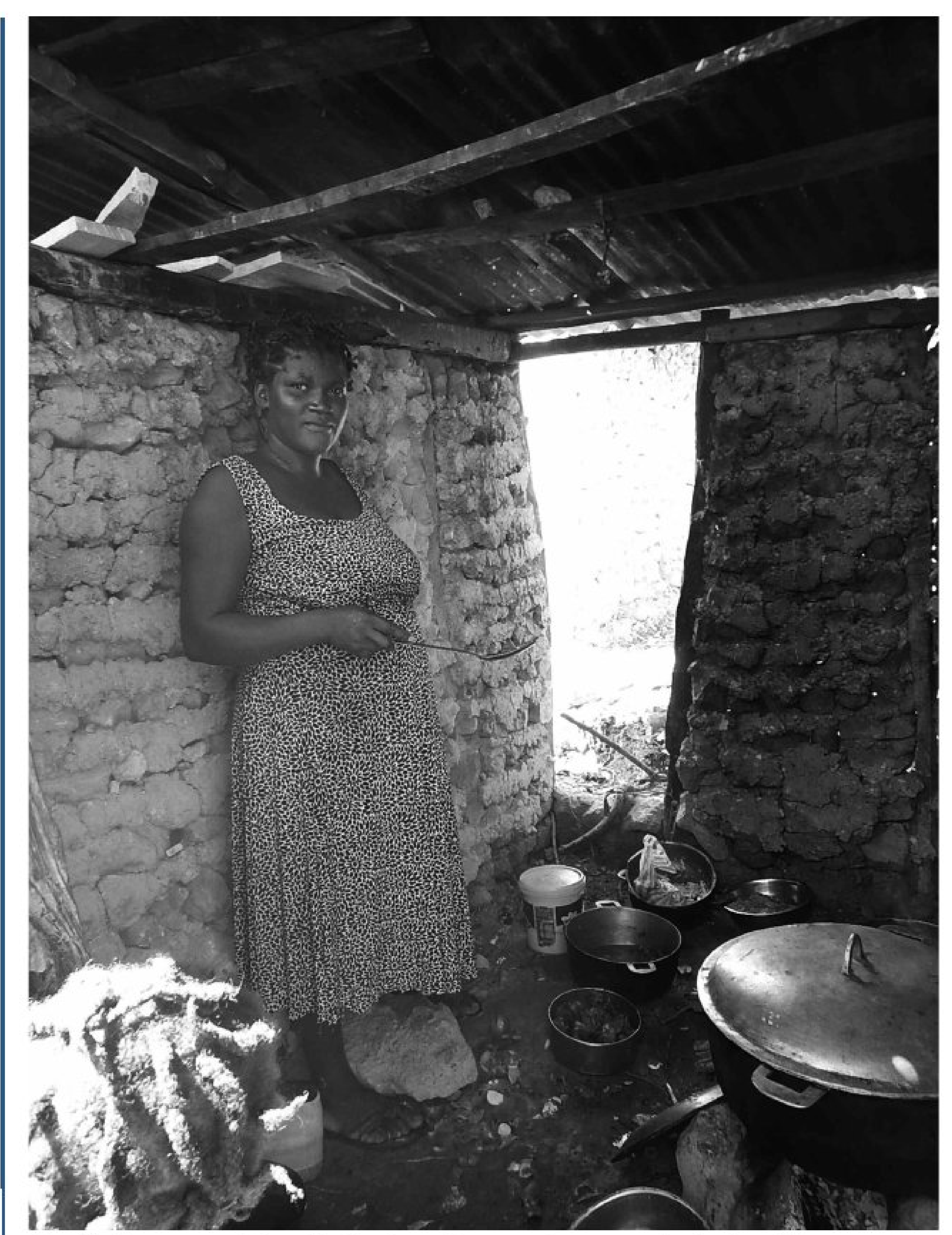
Yawèsli et Yadim, un jeu d'enfant dont dépendra plus tard l'alimentation de leur famille.

- Le principe d'adéquation (nourriture adaptée aux besoins de la population) n'est pas soutenue par l'état, qui favorise l'importation de produits manufacturés ne faisant pas partie des biens de première nécessité, en particulier par rapport aux besoins nutritionnels des enfants.
- La fertilité à long terme des terres n'est pas assurée, en raison des pratiques actuelles de culture, qui favorisent notamment une intense érosion des sols.

Un programme d'aide alimentaire est mené dans la commune, Kore Lavi, un partenariat entre USAID et ACF. Distribution de pois, de farine importée, de riz local et importé et bientôt de pâte d'arachide américaine (utilisée pour les enfants malnutris): une aide d'urgence dans un contexte de développement, une réponse journalière à un problème de fond, n'aggrave-t-on pas plutôt la situation?

La population locale continue de vivre comme elle l'a toujours fait, travaillant ses terres dont les rendements s'amenuisent chaque année. Malheureusement, quand les moyens viennent à manquer, le riz améri-

1 Chiffres cités lors de la Table Ronde sur l'insécurité alimentaire organisée par l'Union européenne, Port-au-Prince, 12.05.2016


Madé dans sa cuisine à Sivol, préparant le repas de la famille.
Photos: S. Paychère

cain meilleur marché et à qualité nutritionnelle faible, se retrouve plus facilement dans les assiettes. La quantité de pois diminue, la viande se fait rare. Pour ma voisine Madé, cette année n'est pas la plus difficile, comparée à 2012, où plusieurs familles souffraient du «grangou», la faim en créole. Certes, les produits sont chers, mais, comme d'autres, elle se débrouille en enrichissant les repas avec diverses feuilles récoltées dans les jardins comme le lalo, les lianes paniers, les feuilles de courges ou le moringa. De plus, les familles cultivent leurs champs plus tôt dans la saison, me dit-elle, et les récoltes de pois et de maïs sont dès lors plus étalées sur l'année. Une réponse aux bouleversements climatiques qui rendent la saison des pluies capricieuses.

Des alternatives?

Peut-être que cette situation insufflera une autre manière de voir sa terre et la façon de la travailler, une revalorisation des jardins créoles, la redécouverte de richesses tel que le moringa, «l'arbre magique», qui pousse si facilement et dont les propriétés nutritionnelles sont équivalentes à un riche repas?

Malgré cela, pour combler le manque à gagner (et à manger) des maigres récoltes de l'année précédente, les arbres (ce qu'il en reste) sont coupés à tour de bras pour faire du charbon. Et, signe très inquiétant, on s'attaque maintenant aux arbres fruitiers essentiels tels que les manguiers. Un arbre, un sac de charbon, une marmite de maïs à planter, mais que restera-t-il l'année prochaine pour acheter les semences?

Un neveu, un cousin, un fils exilé à Saint-Domingue, une porte de sortie? La situation des exilés haïtiens de l'autre côté de la frontière n'est pas rose. Dans cette région, ils sont plusieurs dizaines à partir chaque année tenter l'aventure, et plus encore cette année, malgré le traitement réservé aux Haïtiens de l'autre côté de la frontière, malgré le coût du passeur, malgré les journées à attendre un petit job et les repas pris à crédit.

Pourtant ce matin, comme tous les autres, mon voisin sarcle sa terre, de la fumée s'échappe des marmites de Micheline, Aniz selle sa mule pour partir au marché, les hommes se sont levés à l'appel du lambi, avant l'aurore, pour partir travailler dans les mera[2], Léléy vacille sur ses petites jambes d'un an, du riz collé au coin de la bouche, un sourire aux lèvres.

Une autre réponse quotidienne du pays à l'insécurité alimentaire est l'éclat de rire de Madé de grand matin, trois «timoun» qui grimpent dans le manguier du jardin chercher des mangues mûres, l'insouciance du lendemain et le recommencement, chaque matin, d'une existence dure, fragile, mais bien vivante. Pour combien de temps encore?

Sophie Paychère


Joslin Joseph au travail dans son jardin de Première Passe, Commune de Boucan Carré, Centre.

2 Groupes rémunérés d'une dizaine d'hommes qui travaillent dans les champs

Quelques questions à Edin Kobilic - Volontaire à Managua

Salut Edin! Avant toute chose est-ce que tu peux te présenter? (âge, parcours de vie en bref, depuis combien de temps tu es volontaire etc.)

J'ai 32 ans. Je suis au Nicaragua depuis presque 2ans et demi. Durant ma première affectation ici j'ai travaillé dans le domaine de la migration. Actuellement, je fais partie d'une organisation qui s'occupe de promouvoir la communication et l'éducation populaire.

J'ai une formation interdisciplinaire en sciences sociales: je suis diplômé en géographie, et en sciences de la population et du développement. Au niveau professionnel, j'ai travaillé dans différentes ONG entre la Suisse, la Belgique et l'Espagne, abordant diverses thématiques parmi lesquelles l'intégration sociale, la migration, l'investigation sociale et la coopération au développement. Quant à mon parcours de vie, il est aussi diversifié que ma formation et peut-être est-ce la raison pour laquelle je me trouve actuellement au Nicaragua.

Comment t'est venue l'idée de te lancer dans le volontariat?

Comme je disais, mon parcours de vie a été plutôt varié et mobile. J'ai beaucoup changé de contextes. J'avais envie de faire une expérience différente de ce que j'avais vécu jusqu'à lors. Ainsi j'ai saisi l'opportunité qu'Eirene m'a offerte.

Pourquoi t'es-tu engagé auprès d'Eirene?

Il s'agissait aussi d'une opportunité professionnelle pour moi. Le projet qu'Eirene me proposait était le seul que j'avais rencontré avec un contenu en lien avec mes expériences professionnelles.

Autre aspect que j'ai bien apprécié chez Eirene c'est la transparence de l'organisation à tous les niveaux. Ça m'a permis de m'engager au début mais aussi de construire, avec le temps, une relation de confiance réciproque.

Photo: CANTERA

Pourquoi le Nicaragua? Quelle était ta connaissance de ce pays avant de t'engager?

Pour être honnête, pas grande. Je connaissais un peu l'histoire du pays mais je n'avais pas une raison ou une relation particulière avec celui-ci avant de partir. Je parlais l'espagnol et j'avais envie de faire une expérience ailleurs qui corresponde à ma formation professionnelle et académique.

Pourrais-tu nous présenter brièvement l'association avec laquelle tu travailles et quelles sont tes fonctions en son sein?

Cantera est une organisation spécialisée dans la communication et l'éducation populaire. Elle travaille au niveau pédagogique avec les jeunes et les adultes, soit en zone urbaine dans les quartiers difficiles de Managua, soit en zone rurale. Idéologiquement, Cantera est une organisation qui a son fondement dans le mouvement de la théologie de la libération.

Jusqu'à maintenant, j'ai travaillé surtout avec la jeunesse rurale au niveau social (accompagnement formateur et professionnel, formation de brigades écologiques dans les écoles, organisation communautaire, etc.) mais j'ai également appuyé l'organisation dans d'autres domaines. Une des spécificités de Cantera est que tout le monde fait un peu de tout et soutient les autres en cas de besoin. Je dirais que c'est une spécificité nicaraguayenne.

Quelles sont les plus grandes difficultés auxquelles l'association doit faire face?

Sans rentrer dans les détails, le fait que la plupart des organismes ici connaissent des problèmes d'organisation, de communication et de coordination n'est pas un secret. Différentes raisons peuvent expliquer ces difficultés: des problèmes de financements et de pérennité économique, la pauvreté qui ravage le pays, un système éducatif qui n'est pas très performant, etc. Mais si on oublie pour un moment les problèmes pour se focaliser sur l'autre côté de la médaille, on peut affirmer que ces formes de gestion différentes produisent d'autres types de résultats où, par exemple, les petites choses et les relations humaines sont davantage valorisées. D'un point de vue général, on n'est pas sur le même plan avec notre vision plus matérialiste de l'organisation, et de cette différence ressortent les dissemblances organisationnelles dérivant d'une hiérarchie de valeurs distincte.

Trois aspects me semblent importants à souligner qui résument, d'une certaine façon, ces dissemblances et certaines des difficultés que l'association rencontre:

- une idiosyncrasie culturelle cosmique et ouverte qui fait que souvent qu'on est trop ambitieux par rapport aux ressources dont on dispose;
- un individualisme et un libéralisme plus poussés dans certains domaines de la vie qui font qu' on se trouve face à un communautarisme moins encadré et structuré, qu'on pourrait définir comme multiforme ou élastique;
- un système éducatif assez précaire qui produit des professionnels et des élites qui souvent ne sont pas à la hauteur des responsabilités dont ils ont la charge.

En tout cas, la pauvreté et ses effets en chaîne jouent un rôle clé dans la structuration des difficultés d'organisation déterminant les aptitudes des gens et des groupes sociaux avec lesquels on travaille. Elle affecte également une partie des travailleurs de l'association. La pauvreté a donc une influence transversale et primaire sur toute forme organisationnelle. Mais on mentirait si on affirmait que toutes les difficultés sont dues uniquement à la variable matérialiste et à ses effets néfastes.

Sur un plan plus personnel, qu'est-ce que cette affectation t'apporte et/ou t'as apporté? (joies, remises en question? etc.)
Les remises en question sont permanentes au niveau personnel, car on est tiraillé par beaucoup de contradictions, d'autant plus que chaque point de vue a sa raison d'être.
En général, je dirais qu'on vit beaucoup de hauts et de bas qu'on apprend à gérer jusqu'à un certain point car les circonstances et les obstacles te dépassent des fois.
D'un point de vue personnel, je sens qu'au niveau humain j'ai reçu et donné beaucoup ici. Du côté professionnel, malheureusement, je sens que je n'ai pas pu transmettre autant.
On peut dire que cette période me permet de relativiser pas mal de choses mais aussi d'affiner un peu plus mes croyances et mes principes.

Une question qui revient tout le temps et que j'aimerais te poser, comment aider les gens alors que nous nous trouvons dans le pays depuis peu? Comment fait-on accepter ses idées? Comment peut-on critiquer un pays (critiquer dans le sens de cerner les problèmes pour les résoudre, donc une démarche positive) sans passer pour le «blanc prétentieux/néocolonialiste»?
Tout d'abord, il faut rappeler que, comme volontaire, nous venons chargés de nos valeurs qui sont encadrées et idéalisées inconsciemment.
Malheureusement, beaucoup ne se rendent pas compte de cela et ne sont pas disposés à négocier leurs principes et à se remettre en question dans un contexte qui est si différent du nôtre, on pourrait même dire à l'opposé des fois.

D'un autre côté, face à des siècles d'exploitation et de domination, la conscience collective nationale est encore dans une phase précoce de construction nationale, donc très susceptible dans sa relation avec l'étranger. Il suffit d'aller à une rencontre d'enseignants de primaire et secondaire pour voir comment on promeut d'une manière simpliste le nationalisme dans les écoles.





Photos: CANTERA

Cependant, je crois que cet antagonisme ne concerne pas que les étrangers. Donner son opinion, critiquer de manière constructive pour cerner les problèmes et les résoudre, comme vous dîtes, ce n'est pas non plus une tache facile entre les Nicaraguayens eux-mêmes. Souvent, on se trouve dans un espace formel hiérarchisé et personnalisé où il est difficile de se confronter professionnellement. Les rapports humains se mêlent à la relation professionnelle et ce n'est donc pas une surprise si, pour faire passer ses idées, on utilise d'autres moyens comme la blague, la sympathie ou le support d'une autorité externe.

L'espace formel groupal doit rester idyllique et sans tensions; tout doit paraître parfait, comme dans les dessins animés, pour donner l'impression à l'extérieur que tout marche parfaitement. Souvent les oppositions sont contournées et les problèmes mis sous le tapis. Celui qui rompt cette atmosphère est automatiquement exclus d'une manière ou d'une autre Ce n'est donc pas non plus un hasard si une bonne partie des critiques sont faites de manière informelle (…)

D'un autre côté, la critique émise n'est souvent pas constructive. Des personnalités impréparées et des attentes démesurées font que les situations se polarisent rapidement quand il y a des points de vue différents.
L'antagonisme (dans notre cas vis-à-vis d'un blanc prétentieux et néocolonialiste) est souvent une excuse pour couvrir d'autres choses, et le résultat de leaderships excessivement développés.
J'ajouterais aussi un autre aspect fondamental dans la génération d'opposition avec nous, «les Occidentaux», aspect qui dérive d'un clash systémique. Nos visions organisationnelles découlent d'un système capitaliste (sans connotation négative), où les formes d'organisation sont chargées de concepts comme efficience, pensée à long terme, objectifs, résultats, etc. termes qui découlent du monde économique. Sans entrer dans les détails et citer toutes les différences qui existent, ces éléments, comme d'autres, se confrontent avec les résidus d'un système "féodal" qui lui, au contraire, est très humanisé et valorise les petites choses.

Comment aider les gens et comment faire passer ses idées? En me basant sur mon expérience personnelle, la réponse que je peux vous donner c'est **improviser**. Souvent, de l'improvisation ressortent des choses intéressantes et inattendues.

Est-ce un défi au quotidien?
Oui, le plus grand, et j'admets que souvent, on n'arrive pas à le dépasser.

Nicaragua, suite





Photos: CANTERA

Le Nicaragua possède une très grande diversité ethnique; concrètement, comment cela se manifeste-t-il?

Le Nicaragua est un pays assez intéressant de ce point de vue parce qu'il présente deux modèles de cohabitation différents entre l'Ouest et l'Est du pays. Sur la côte pacifique du Nicaragua où je me trouve actuellement, les différences ne sont pas ethnicisées, mise à part la reconnaissance de quelques communautés indigènes. Toutes les différences sont absorbées par la culture métisse, résultat de la convergence entre la culture indigène et la culture européenne. En ce sens, il y a encore un débat ouvert entre les groupes sociaux se réclamant de leurs racines indigènes et d'autres groupes affirmant l'apport de l'Europe et soulignant les aspects positifs de la colonisation. En tout cas, théoriquement, tout le monde fait partie de la race métisse. En pratique, et on le remarque surtout au niveau économique, les héritiers des blancs créoles occupent toujours les sphères les plus importantes de la société, surtout au sein de la classe entrepreneuriale. Même si cette inégalité s'est atténuée avec la révolution d'une part et l'émancipation des classes et groupes défavorisés au travers de structures de l'Etat, cette division reste toujours présente mais elle n'est pas stigmatisée autant qu'on pourrait le penser.

En ce qui concerne la côte atlantique, il existe un communautarisme plus poussé entre les différents groupes ethniques présents sur le territoire (Métisses, Miskitos, Ramas, Mayangnas, Sumos, Créoles, Garifunas) mais, comme je ne vis pas cette réalité, je préfère ne pas m'exprimer. (...)

Propos recueillis par Sylvain Rossel

La suite de l'interview est à lire sur notre site **www.eirenesuisse.ch**

Départs

Carine

Pédagogue avec expérience de l'enseignement secondaire et professionnel, Carine part en octobre rejoindre la volontaire Céline Nerestant en Artibonite, afin d'appuyer les enseignants haïtiens du 3e cycle scolaire ainsi que les inspecteurs qui les supervisent. Elle va travailler avec l'IEPENH (Initiative de Educateurs pour la Promotion de l'Education Nouvelle en Haïti), une association créée par des enseignants soucieux d'améliorer le niveau de l'enseignement en Haïti, ainsi qu'avec le BDS (Bureau du District Scolaire).

Livia

Partie début septembre pour Port-au-Prince (Haïti) elle assure, auprès du Réseau National de Défense des Droits Humain (RNDDH), le rôle de formatrice en droits humains. Le programme dans lequel elle s'insère (Programme de Formation en Droits Humains) a été créé afin que tous les Haïtien aient connaissance de leurs droits et devoirs et puissent les faire respecter.



Eirene Suisse
Rue du Valais 9
1202 Genève
Tél: 022 321 85 56

www.eirenesuisse.ch
info@eirenesuisse.ch
Cotisation annuelle: Frs 50.-
CCP: Eirene Suisse Genève 23-5046-2
Iban: CH93 0900 0000 2300 5046 2

Journal adressé aux membres de l'Association Eirene Suisse ainsi que sur abonnement

Abonnement: **Abonnement: Frs 20.- 4 parutions par an**
Abonnement de soutien: Frs 50.-

Rédaction: B. Faidutti Lueber

Ont participé **Textes:** A. Genoud, S. Paychère, C. Ruch, S. Rossel, A. Wyss
Photos: M. Pasqualone, S. Paychère, CANTERA, C. Reichenbach
Relecture: A. Wyss

Imprimerie: Rapidoffset, Le Locle

Maquette: Atelier Diaphane, La Chaux-de-Fonds